

Pour un véritable débat public sur l'avenir des Universités normandes

5-7 minutes

Pour un véritable débat public sur l'avenir des Universités normandes

octobre 2018 par [admin](#)

Motion présentée par le groupe Communiste et adoptée par Conseil municipal du lundi 15 octobre 2018

Le gouvernement dans une volonté à la fois centralisatrice et austéritaire a décidé d'expérimenter en Normandie la fusion des académies de Rouen et Caen pilotées par un recteur unique ainsi que la fusion des CROUS. Nous avons eu l'occasion de débattre sur des motions d'urgence de notre groupe qui alertaient sur les conséquences négatives de ces choix.

Il n'est pas étonnant que certains veuillent poursuivre aujourd'hui dans cette logique en voulant imposer la fusion intégration de nos universités normandes. Cette volonté prend place à côté de la sélection renforcée à l'université, dont Parcoursup est le symbole, unique réponse à l'accroissement du nombre d'étudiants dont les effectifs ont progressé de 17% en 5 ans dans notre région, alors que celui-ci nécessiterait au contraire le déploiement de moyens financiers et humains plus importants.

Avec les logiques à courtes vues on concentre, on fusionne, on éloigne, en oubliant que la proximité demeure une garantie dans l'aménagement du territoire. Ces fusions sont en réalité d'abord motivées par des considérations budgétaires et par une volonté de renforcer la spécialisation et la sélection. Le résultat c'est partout le recul de la proximité du service public de l'enseignement, de ce fait, concourant à son affaiblissement.

En fin d'année 2017, Madame la Préfète de Normandie, le Recteur et le Président de la Région invitaient les Présidents d'Universités à

envisager des scénarios conduisant au rapprochement des établissements y compris par la voie de la fusion. Le Président de Région se veut décideur dans les choix alors que les universités ne sont pas du domaine de compétence de la Région. Pour parvenir à ses fins Monsieur Hervé Morin menace de mettre fin à l'octroi de subventions régionales si les universités n'obéissent pas à son injonction. Drôle de conception de la concertation.

L'argument avancé pour la fusion serait de gagner des places dans les classements internationaux et de bénéficier des subventions du Programme d'Investissement d'Avenir. C'est oublier que le nombre global de lauréats du PIA subit une réduction entre l'annonce du Programme et la proclamation des résultats. Dans le même temps, les gouvernements successifs ont diminué les moyens attribués par l'état à l'enseignement supérieur.

La réussite des étudiant.e.s n'est pas conditionnée par un classement des universités, mais d'abord par les investissements et les moyens alloués au budget de l'enseignement supérieur et de la recherche.

La coopération entre universités s'est déjà beaucoup renforcée et personne ne s'y oppose. Leurs spécificités propres ne les ont pas empêchées de s'engager dans un processus de collaboration via le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) de la Normandie devenu en 2014 la communauté d'universités et établissements de Normandie. Les universités normandes structurent le territoire et constituent un horizon de promotion sociale qu'une superstructure centralisée risque de remettre en cause, surtout à l'échelle d'une région composée de plus de 10 sites universitaires. Ce réseau doté d'établissements de proximité contribue à l'accès du plus grand nombre à l'enseignement supérieur. Leurs évolutions doivent être pensées de façon à développer cet accès. La proximité, notamment dans les premières années.

Cette fusion imposée est loin de faire l'unanimité dans la communauté universitaire. Le Président de l'université du Havre ayant maintenu ses réserves, celle-ci est aujourd'hui écartée du projet. Beaucoup s'inquiètent d'une spécialisation des sites, de la fermeture de filières et du déplacement des formations d'un site universitaire vers un autre dont les victimes seraient en premier lieu

les étudiant.e.s venant des catégories sociales les moins favorisées. Quelles conséquences pour les personnels ? Un ancien Président de l'université de Rouen, pourtant soutien du gouvernement actuel déclare qu'il « ne voit pas de véritables arguments sur une Université de grande taille, proche de l'obésité institutionnelle, coûteuse, ingouvernable, éloignée des étudiant.e.s et peu innovante... »

Plusieurs scénarios sont possibles pour renforcer une coopération et faire évoluer si nécessaire l'organisation régionale des universités. Ceux-ci doivent être examinés en concertation étroite et réelle avec les conseils d'administration des universités, les personnels, les étudiant.e.s, les élu.es des collectivités. Avant de parler de fusion, parlons Projet. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Un réel débat public est urgent et s'impose donc face aux injonctions autoritaires exercées notamment par le Président de la Région avec le soutien des représentants locaux de l'Eta.

C'est pourquoi le conseil municipal attaché au devenir de l'université de Rouen:

- Soutient l'organisation d'un débat public sur un projet associant l'ensemble de la communauté universitaire, afin de travailler dans la concertation aux formations à développer ou à initier pour que la Normandie rattrape ses retards, et aux schémas d'organisation pour y parvenir.**
- Demande un moratoire sur le projet de fusion des universités de Rouen et de Caen.**